

L'isolement de la Suisse et la force du franc nuisent plus que jamais à l'hôtellerie en période de crise

Les banques ont accumulé pendant trop longtemps des bénéfices excessifs au détriment de l'économie réelle. Les revenus et la fortune sont toujours plus inégalement répartis. La mutation écologique ne parvient toujours pas à décoller. L'automne dernier, la Berne fédérale estimait encore qu'aucun nuage ne voilait le ciel bleu de la conjoncture. À ce moment-là, la crise financière – dont on ne voit pas la fin – durait déjà depuis longtemps. Les principales causes de cette crise? Trop de marchandises et pas assez d'acheteurs; trop de capitaux et pas assez de possibilités d'investissement. La surproduction et la suraccumulation ne caractérisent pas seulement l'industrie automobile. En période de crise, les États peuvent et doivent agir en combinant deux choses: premièrement, des investissements judicieux de nature anticyclique; deuxièmement, l'accompagnement à un rythme soutenu du changement structurel. Comme le montre l'exemple de l'hôtellerie, la Suisse a choisi l'immobilisme.



Peter Bodenmann
Directeur de l'hôtel Good
Night Inn (Suisse) SA,
Brigue

Les lignes qui suivent décrivent brièvement et commentent la difficulté des conditions-cadres auxquelles doit faire face l'hôtellerie suisse.

La force du franc

Diverses études montrent que l'hôtellerie suisse reste trop chère par rapport à ses concurrentes étrangères. Certes, elle était parvenue à améliorer légèrement sa position entre 2000 et 2007, mais cet avantage a disparu: le franc s'est apprécié de 8% face à l'euro au cours des douze derniers mois. La Banque nationale n'a pas baissé ses taux d'intérêt assez rapidement, ce qui n'empêche pas certains de la féliciter pour cela. Ceux qui en font les frais sont l'économie réelle, les salariés et les entreprises d'exportation.

L'hôtellerie est donc concernée puisqu'elle n'est rien d'autre qu'une industrie d'exportation dont les services sont consommés en Suisse. La meilleure chose ou presque qui pourrait lui arriver, c'est l'introduction de l'euro ou d'un système international de change à taux fixe. Ainsi, les monnaies ne serviraient plus de jetons dans le grand casino de la finance internationale. C'est ce que préconise l'économiste Heiner Flassbeck.

Des taux d'intérêt élevés

La charge d'intérêts réelle – la seule qui compte – par lit d'hôtel est plus faible en Autriche qu'en Suisse. Cela provient d'abord de la marge d'intérêts des banques suisses qui est trop importante en comparaison internationale; les investissements pour des lits comparables sont en outre très chers, en raison du prix excessif des terrains et du coût de la construction. Les intérêts réels ne devraient pas dépasser la croissance réelle par année. Ils sont aujourd'hui beaucoup trop hauts, étant donné la chute des prix.

Des zones spéciales pour qui?

Les hôtels doivent pouvoir s'implanter au centre des villes et dans des sites extraordinaires des Alpes. Or, nulle part en Suisse, le terrain ne coûte aussi cher qu'à Zurich, Genève, Verbier, Zermatt et Saint-Moritz. La construction de nouveaux hôtels s'en ressent,

ce qui incite à transformer ceux qui existent en luxueuses résidences secondaires. C'est ainsi que, dans des lieux extrêmement bien situés, des lits chauds deviennent froids.

Dans certaines stations touristiques, comme Zermatt, la population souhaite limiter sévèrement la construction de résidences secondaires. Et pourtant, on n'y a jamais vu autant d'excavatrices et de camions en action qu'au printemps 2009. Il faut dire que la bureaucratie a ouvert une nouvelle voie à ceux qui veulent contourner la loi: pour éviter de payer des impôts dans leur pays, des étrangers fortunés élisent domicile dans des nids d'aigles alpins, où ils bénéficient de forfaits fiscaux très avantageux. Le canton d'Obwald va plus loin encore: il entend créer des zones spéciales pour les riches, plutôt que de réserver des terrains à son hôtellerie.

Des taxes qui pénalisent le tourisme

L'hôtellerie et le tourisme – contrairement au milieu paysan – n'ont guère de représentants aux Chambres fédérales. Ce déséquilibre structurel est lourd de conséquences: les taxes douanières sur les denrées alimentaires ne sont rien d'autre que des impôts antisociaux, parce que les personnes à revenu faible ou moyen consacrent à l'achat de nourriture une part plus importante de leur budget que les couches aisées de la population.

Le Conseil fédéral voudrait conclure un accord de libre-échange avec l'UE sur les produits agricoles. Le dossier reste, cependant, à l'abandon: la peur des paysans empêche de mettre en œuvre les changements structurels nécessaires. Tout cela se traduit par des surcoûts de plus d'un milliard de francs pour les entreprises de la branche touristique, confrontées à la concurrence des autres pays de destination.

Les prix de l'électricité prennent l'ascenseur

En Suisse, la production et la distribution d'électricité dépendent des pouvoirs publics, en particulier des cantons qui ont, jusqu'à présent, contrôlé les entreprises d'importance nationale. Au cours des dernières années, les compagnies d'électricité ont réduit leurs coûts. Simultanément, elles ont multiplié

leurs bénéfices grâce au commerce transfrontalier de courant. Leurs investissements ont été minimes, voire nuls, et ils n'ont en tout cas pas porté sur des réformes écologiques.

L'hôtellerie reste par ailleurs un secteur à haute intensité énergétique. Les milieux politiques ont promis à l'économie – et donc à l'hôtellerie – que la libéralisation du marché de l'électricité conduirait à une baisse des prix du courant. Finalement, voilà où nous en sommes: la dilatation des bureaucraties étatiques et paraétatiques a fait exploser les prix. Personne n'assume la responsabilité politique de cette situation et ceux qui tentent d'y remédier sont tout aussi rares.

La fermeture du marché

La Suisse importe pour plus de 100 milliards de francs de marchandises chaque année; celles-ci y coûtent en moyenne 30% plus cher qu'à l'étranger. Il faut en chercher la raison dans la fermeture du marché suisse dû à l'interdiction des importations parallèles, à la non-application du principe du *Cassis de Dijon*, à l'innocuité de l'autorité de la concurrence et à la vitalité des cartels verticaux.

L'hôtellerie nécessite beaucoup d'investissements. Or, pratiquement toutes les machines coûtent en Suisse 30 à 40 % plus cher que chez nos voisins. Internet permet aujourd'hui de comparer facilement les prix en vigueur, corrigés de la TVA. Il est plus difficile – étant donné le coût élevé de la bureaucratie douanière – d'importer directement des machines. L'entreprise qui s'y risquerait devra compter avec d'autres obstacles. Les importateurs la menaceront – aussi discrètement qu'illégalement – de prendre leur temps lorsqu'il s'agira de réparer ou d'entretenir les machines importées directement.

Les salaires

Avec leurs salaires, les employés assument des frais qui contribuent à la reproduction de la force de travail. Tout un chacun a besoin d'un appartement, d'une assurance-maladie, de nourriture, d'argent pour l'éducation de ses enfants, les vacances et la voiture. Les loyers sont excessifs parce que les terrains sont trop chers. Les primes d'assurance-maladie explosent, parce que les politiciens refusent d'entreprendre les indispensables changements structurels. Les prix surfaits des denrées alimentaires grèvent de manière disproportionnée le budget des personnes à faible pouvoir d'achat. Même les voitures coûtent trop cher comparé à l'étranger. Être parent est un luxe et on peut se demander si, après cela, le salarié a encore assez d'argent pour se payer des vacances convenables.

Dans l'hôtellerie et la restauration, les salaires nominaux ont augmenté de pratiquement 20% au cours des dix dernières années et la hausse devrait se poursuivre. Les charges salariales sont deux fois plus élevées en Suisse qu'en Autriche. Malgré tout, le revenu réel reste insuffisant, parce que l'absence de réformes structurelles nuit non seulement au tourisme, mais également aux salariés de cette branche.

Aucune innovation

Seul l'immobilisme des bureaucraties du tourisme pèse encore plus lourd sur l'hôtellerie que tous ces désavantages structurels réunis. Un simple exemple en témoigne. Le nombre de nuitées commercialisées via Internet ne cesse d'augmenter. Les systèmes internationaux de réservation jouent à cet égard un rôle toujours plus important. Ils permettent non seulement de réserver des chambres, mais également d'évaluer la qualité des hôtels sur la base des commentaires livrés par les clients. L'inconvénient, c'est que l'ensemble de ces systèmes encaissent des sommes exorbitantes auprès des hôteliers. La Confédération et les cantons investissent chaque année des dizaines de millions de francs dans le tourisme. Jusqu'ici, ils n'ont pas réussi à utiliser une partie de cet argent pour mettre sur pied une plateforme Internet pour les 5000 hôtels suisses, afin de commercialiser leurs chambres, en prélevant une marge de 3% au maximum.

Accélérer le changement structurel

Il semble que la coupe ne soit pas encore pleine: l'industrie d'exportation ne paie pas de TVA. L'hôtellerie en fait pleinement partie, même si ses services sont consommés en Suisse. Pourtant, le taux spécial dont elle bénéficie devrait être supprimé en 2013. Cela se traduira par des destructions d'emplois et une forte accélération du changement structurel en cours dans la branche. L'hôtellerie ne réussira à prendre ce virage que si deux conditions sont réunies:

- elle doit profiter de conditions-cadres compatibles avec celles de l'UE, et le plus tôt sera le mieux;
- les régions suisses qui vivent du tourisme doivent miser non pas sur la construction de résidences secondaires, mais sur l'hôtellerie, à l'exemple de Zermatt.

À court terme, la décision la plus salutaire serait d'accepter l'initiative populaire de Franz Weber, qui veut limiter la part des logements de vacances à 20% dans chaque commune.